

des années 1930. Elle se renforce au cours des années 60-70, années au cours desquelles le pouvoir de décision de ces élites s'accroît, années, enfin, de formation intellectuelle et professionnelle des élites dirigeantes actuelles. Ceci constitue la seconde conséquence du système des nationalités en URSS. L'indigénisation et la territorialisation des minorités nationales a provoqué l'apparition et l'installation progressive de « clans » nationaux sur une base territoriale. Ces « clans », ces groupes de pression ont acquis un poids très important dans la Russie d'aujourd'hui. À telle enseigne qu'ils décident pratiquement des modalités de la mise en place du système fédéral.

Prenons le cas du Tatarstan, où les Russes représentaient 43 % de la population en 1992. Après l'accession à l'indépendance, la « division nationale des élites » (*grosso modo* Tatars dans les structures politiques et administratives et dans l'encadrement du secteur agricole; Russes aux postes de scientifiques et d'ingénieurs dans l'industrie) a été maintenue. La « tatarisation » des institutions a été renforcée. La réforme économique a favorisé les directeurs d'entreprise qui avaient su nouer des relations étroites avec les instances politiques de tout niveau. L'encadrement, majoritairement russe, n'a pas bénéficié des réformes et des quelques privatisations engagées à cette période. Pire, il n'a pas été associé aux décisions. La « minorité » russe du Tatarstan (43 % de la population), qui estime avoir construit l'infrastructure et mis en valeur les richesses du pays, proteste massivement. Ceci se traduit par un comportement électoral très différencié.

L'indigénisation a donc façonné de véritables clans administratifs et politiques « nationaux », liés à certains secteurs de l'économie. On en constate les effets aujourd'hui dans la construction du nouveau fédéralisme russe. Au Tatarstan, par exemple, où vivent une moitié de Russes et une moitié de Tatars, l'élite politique et administrative est presque entièrement tatare (et ce phénomène s'est renforcé après la chute de l'URSS) et s'appuie sur les réseaux de l'agriculture et de l'agroalimentaire, auxquels se superposent aujourd'hui les réseaux bancaires et financiers. Ces nomenklaturas nationales s'adaptent aux nouvelles structures financières et bancaires, mais elles s'opposent très fortement à une « société ouverte », aux élections libres et à l'instauration d'un véritable marché et d'une véritable concurrence.

Le système soviétique des nationalités livre ici deux enseignements majeurs quant à l'institutionnalisation politique des minorités nationales :

1. L'institutionnalisation politique des minorités nationales exerce une influence décisive sur la différenciation et la stratification sociales au sein de l'ensemble de la société, et en particulier sur la formation des élites et la différenciation entre les catégories d'élites (économiques, politiques, etc.). On